



## **Compte rendu du Comité Social d'Administration Local du 17/01/2024**

Comme tous les ans, le premier exercice de l'année est le CSAL « Suppression d'emplois ».

Comme tous les ans, **Solidaires Finances Publiques** se refuse à participer à l'instance qui ne fait qu'entériner les suppressions de postes et les ventilations qui en découlent.

Nous ne sommes pas là pour choisir quels services perdront des postes ou pas ! Par contre, nous ne nous priverons pas de vous donner notre analyse des documents transmis.

Au niveau national, la DG et le ministère communiquent sur la création de 148 emplois.

### **C'est un mensonge !**

Alors oui, nous récupérons le transfert de 348 emplois provenant des Douanes, du ministère de la transition écologique (DDTM) et d'autres ministères .

Mais ceci n'est pas un cadeau puisque ces emplois sont accompagnés de transferts de missions :

- La taxe d'urbanisme représente le transfert de 246 emplois dans les SDIF et SIP alors que 326 agents formés s'en occupaient à la DDTM .

**Chez nous, cette compétence s'est perdue dans le transfert.**

- Les taxes douanières : même traitement, même constat. Elles arrivent sans moyen, sans technicité noyées dans la masse.

**C'est donc bien une suppression de 200 emplois que nous subissons en 2024 à la DGFIP.**

Depuis quelques années, la politique nationale de répartition des effectifs par grade évolue.

Cette année encore, seule la catégorie A bénéficie de créations d'emplois au détriment des catégories B et C.

Concernant les cadres A+, nous constatons la disparition programmée des IDIV au bénéfice des IP.

Pour 2024, face aux 6000 départs à la retraite, la DG nous annonce le recrutement de 2800 emplois par concours (la capacité maximale de nos écoles), 1600 recrutements de contractuels et 1600 fonctionnaires en détachement.

Attardons-nous sur ces deux derniers chiffres très optimistes au vu de l'expérience passée : la différence entre l'annoncé et le réalisé sera très certainement le nombre des futurs emplois vacants dans notre ministère !

Nous notons, dès à présent, le très fort pourcentage que représente le recrutement par voie contractuelle à hauteur de **40 % en 2024**.

Serions-nous en avance sur les prochaines orientations de recrutement développées par l'ancien ministre Stanilas Guérini. Moins de concours, plus de contractuels ?

**Solidaires Finances publiques** continuera à défendre le recrutement par concours.

36 000 suppressions d'emplois depuis 2008, année de la création de la DGFIP, près de 3 000 fermetures de structures. Alors non ! Ce n'est pas un ressenti mais bien une réalité que vivent quotidiennement les personnels et les usagers avec l'éloignement de nos services.

Au niveau local, la déclinaison de ces suppressions de postes se traduit par la disparition de 6 emplois.

Pour mémoire, la ventilation actuelle des 1393 emplois de la DDFIP34 est répartie selon le tableau ci-dessous :

AGFIP	AFIP	AFIPA	IP	IDIV hors classe	IDIV classe normale	IDIV hors cl. experts	IDIV cl. norm. experts	INSPECTEURS Huissiers	B	B GEO	C	AST	CTL	AUTRES	TOTAL
3	4	20	25	24	30	1		226	7	598	18	423	14		1393

**Les 6 suppressions nettes d'emplois se déclinent :**

<b>SERVICES</b>	<b>A+</b>	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Direction</b>				-1	-1
<b>Direction – DAJ</b>		1			1
<b>Direction – SLR</b>			1		1
<b>Direction – PED</b>		1			1
<b>SDIF MONTPELLIER</b>		1			1
<b>PCRP Béziers</b>		1			1
<b>CDIF Montpellier – Géomètres</b>			-1		-1
<b>SPF/E Montpellier</b>	-1		-3		-4
<b>SIE Millénaire</b>		-1			-1
<b>SIE Ouest Hérault</b>			-1	-1	-2
<b>SIE Est Hérault</b>			-1	-1	-2
<b>SIE Coeur d’Hérault Littoral</b>			-1		-1
<b>Trésorerie Amendes Hérault</b>				1	1
<b>TOTAL</b>					<b>-6</b>

Le tableau ci-dessus retraduit au niveau local la déclinaison des 200 suppressions d'emplois pour la DGFIP.

Il s'agit d'emplois fléchés par Bercy impactant notamment les services de gestion et le SPFE de Montpellier (antenne SIE de Nîmes, SAPF de Bergerac...).

**Tableau synthétique des évolutions des emplois par service et par catégorie :**

SERVICES	A+	A	B	C	TOTAL
Direction	1	2	-1	-1	1
Direction – DAJ		1			1
Direction – SLR			1		1
Direction – PED		1			1
EDR				-1	-1
AUDIT	-1				-1
SDIF MONTPELLIER	-1	1	10	12	22
SDIF BEZIERS		1	8	10	19
PCRP Béziers		1			1
CDIF Montpellier – Géomètres			-1		-1
SPF/E Montpellier	-1		-3		-4
SIE Mosson		-1			-1
SIE Millénaire		-1			-1
SIE Ouest Hérault			-1	-1	-2
SIE Est Hérault			-1	-1	-2
SIE Coeur d’Hérault Littoral			-1		-1
SIP Ouest Hérault			-4	-4	-8
SIP Coeur d’Hérault		-1	-1	-3	-5
SIP Millénaire		-1	-3	-4	-8
SIP Mosson			-3	-5	-8
SIP Littoral			-3	-3	-6
SIP Est Hérault			-2	-3	-5
SGC Littoral				-1	-1
SGC Biterrois				1	1
SGC Coeur d’Hérault		1			1
SGC Est Hérault		-1			-1
SGC Métropole				1	1
Trésorerie hospitalière Ouest Hérault				1	1
Trésorerie Amendes Hérault				1	1
Paierie Départementale				-1	-1
<b>TOTAL</b>					<b>-6</b>

Dans ce tableau sont repris la création du SDIF Hérault qui entraînent des transferts d’emplois des SIP pour créer cette nouvelle structure ainsi que les redéploiements locaux décidés par notre directeur impactant les services suivant :

- suppression d’un cadre A au SIE Mosson au profit du SPFE Montpellier
- suppression d’un EDR C au profit du SGC Métropole.

- suppression d'un agent C au SGC littoral au profit de la trésorerie Hospitalière Ouest Hérault.
- suppression d'un emploi A au SCG Est Hérault avec création d'un second adjoint au SGC Cœur d'Hérault.
- suppression d'un agent C à la paierie Départementale au profit du SGC Biterrois.

La preuve par les chiffres, le ministre, le directeur général, notre directeur départemental auront beau nous dire qu'il n'y a pas de suppression d'emploi, **ils nous mentent !**

Toutes les soi-disant créations d'emplois ne sont en fait que du redéploiement de personnel.

A force de détruire l'administration fiscale au travers des restructurations, transformations et autres NRP,

A force de supprimer du fonctionnaire de manière dogmatique, ça fini par se voir !

**Solidaires Finances Publiques, fidèle à ses revendications, réclame la fin de la casse du service public et un recrutement à la hauteur des missions, des ambitions et des enjeux de notre administration.**

